

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE DEWAVRIN

Les changes mondiaux à Paris pendant la deuxième semaine de février 1929

Journal de la société statistique de Paris, tome 61 (1920), p. 240-243

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1920__61__240_0

© Société de statistique de Paris, 1920, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

LES CHANGES MONDIAUX A PARIS

PENDANT LA DEUXIÈME SEMAINE DE FÉVRIER 1920

Au cours d'un travail antérieur (1), nous avons décrit et commenté les variations pendant la presque totalité de la durée de la guerre (août 1914-mars 1918) d'une des devises cambistes de la place de Paris, la plus originale précisément, parce qu'elle présentait cette particularité de s'appliquer à trois places, le change de Paris sur l'une de celles-ci ne différant jamais que d'un quantum fixe du change de Paris sur chacune des deux autres. Il s'agissait de la couronne scandinave.

(1) *Journal de la Société de Statistique de Paris*, octobre 1918.

A cette étude *dans le temps*, il a paru intéressant de juxtaposer, maintenant que les relations financières interrompues avec un grand nombre de places étrangères ont été reprises, une étude *dans l'espace*. En d'autres termes, après avoir examiné les variations d'un change unitaire, devenu trinitaire, pendant une longue suite d'années et de mois, nous avons cru devoir rechercher quelle était, au cours d'une période très brève, une semaine, la valeur du franc par rapport aux monnaies des pays avec lesquels le nôtre entretient les relations commerciales les plus fréquentes. Malheureusement notre marché de change ne cote pas toutes les devises des milieux économiques avec lesquels nous faisons des affaires, et dans certains cas il faut passer par Londres pour obtenir les moyens de règlement dont nous avons besoin.

Le graphique annexé à la présente étude montre pour 20 devises étrangères dont une double, or et papier (Buenos-Ayres), et 1 coloniale française (piastre indo-chinoise) cotées à Paris la prime ou la perte envisagée au double point de vue de sa valeur nominale et de sa valeur réelle d'avant-guerre de notre franc par rapport à elles, ainsi que les mêmes notions par rapport à la livre sterling pour 6 autres devises. Il suffit donc, pour connaître la prime ou perte du franc sur ces autres monnaies, d'ajouter ou de retrancher la prime de la livre sterling sur le franc. C'est ce qui a été fait dans le cartouche ménagé dans la partie supérieure du graphique, du côté *droit*.

D'autre part, certaines devises de pays ennemis ou très éprouvés sont cotées tellement bas que la prime du franc sur elles atteint des chiffres fantastiques (4.000 à 5.000 %). Il a paru préférable de ne pas présenter les faits sous cette forme, ce qui eût d'ailleurs obligé à donner des dimensions inusitées au graphique, mais de retourner la situation en ce qui concerne ces devises et d'exprimer la perte qu'elles font par rapport au franc, au lieu de la prime de celui-ci par rapport à elles. On les trouvera dans le cartouche de gauche ménagé dans la partie supérieure du graphique. Parmi eux, le zloty polonais et, on ne sait pourquoi, car la rubrique existe à Paris et des cours y ont été pratiqués il n'y a pas bien longtemps, le milreis portugais ne sont cotés qu'à Londres. On trouvera la perte de ces monnaies et des six autres ci-dessus sur la livre sterling dans le cartouche de droite et celle sur le franc dans le cartouche de gauche.

*
* *

Cherchons maintenant à dégager les conclusions que comporte le double tableau de cours annexé à la présente étude.

Tout d'abord, il faut vivement déplorer que nos financiers n'aient point réussi, pour un certain nombre de devises, à brûler l'intermédiaire de Londres. Le rechange entraîne des frais. De plus, la demande d'origine française vient alourdir la cote londonienne. Il est infiniment regrettable que nos établissements de crédit, en garantissant par exemple un minimum d'opérations à une jeune banque active et hardie, la *Banque Industrielle de Chine*, ne lui aient pas donné les apaisements nécessaires pour qu'elle constitue sur les principales places de l'Empire du Milieu des provisions, espèces suffisantes il y a deux ou trois ans. Nous aurions ainsi un change sur la Chine moins onéreux.

Il n'est pas moins déplorable d'avoir à passer par les fourches caudines des

banquiers de la Cité pour se procurer les livres égyptiennes nécessaires à des achats de coton, surtout étant donné que différentes sociétés françaises ou à intérêts français prédominants disposent de cette monnaie en grande quantité (*Sucreries et Raffineries d'Égypte, Crédit Foncier Égyptien, Laod Bank*). Une entente serait pourtant facile.

Même constatation et mêmes commentaires pour le milreis brésilien.

* * *

Cette observation faite, passons en revue les différents cours directs ou indirects afin de chercher à expliquer la prime ou la perte du franc sur les autres devises.

La plus forte perte est celle par rapport au *tael* chinois, mais elle est suivie de près par celle sur la piastre indo-chinoise (calculée d'après ses *cours réels*) et par celle sur la même monnaie (supputée d'après sa valeur *nominale*). Ce phénomène tient à ce que, pour faire des règlements dans ces pays, il faut disposer de monnaie d'argent. Or, l'argent qui valait *monétairement* 200 francs le kilo et *sur le marché* 75 francs en 1913 se traite aujourd'hui à 600 francs. Il n'y a pas d'autre explication pour l'Indo-Chine, qui, si elle nous vend beaucoup, achète aussi beaucoup. Pour la Chine, le supplément de prix tient à ce que nous y plaçons moins de marchandises que nous n'en tirons.

La surcote de l'argent engendre en Indo-Chine certaines situations assez curieuses et malheureusement aussi assez critiques suivant que les ressources et les dépenses d'une personne déterminée, physique ou morale, sont établies en *francs* ou en *piastres*. Personne en fait n'a un budget entièrement en *francs*. Les indigènes et certains fonctionnaires européens ont un budget-piastres. Pour ceux-là, la hausse de cette dernière monnaie est intéressante s'ils voyagent en Europe ou placent leurs économies en France.

Les importateurs, qui achètent en francs dans la métropole, réalisent des bénéfices considérables en laissant le prix de vente de leurs articles *au même nombre de piastres que jadis*, puis en retransformant leurs bénéfices, salaires et frais payés, en monnaie française.

Les exportateurs, qui achètent en piastres et vendent au dehors en francs, en sont quittes pour relever leurs prix. Mais s'ils ont traité à forfait, ils sont jugulés et perdent de grosses différences.

Les sociétés concessionnaires, dont les tarifs sont libellés en francs ou, si exprimés en piastres, soumis à un maximum de change devenu absolument insuffisant, se trouvant obligés de faire leurs achats en piastres sont littéralement ruinées et obligées de solliciter des relèvements de tarifs.

Les dix-sept autres monnaies sur lesquelles le franc fait une perte de plus de 30 %, calculée directement ou avec étape de rechange à Londres, sont favorisées soit parce que nous achetons beaucoup plus de marchandises ou de prestations (frets) dans les pays correspondants qu'en temps normal (États-Unis, coton, machines, céréales, etc.; Argentine, céréales et viandes congelées; Uruguay, viande congelée; Égypte, coton; Pays-Bas, frets, divers articles; Suisse, produits chimiques; Canada, blé; Suède, pâte de bois; Norvège, frets et nitrates artificiels; Chili, nitrates naturels; Brésil, divers; Grèce,

frets, etc.; Grande-Bretagne, laine, frets, charbons; Espagne, blé, bêtes de trait, etc.); soit aussi parce que les peuples belligérants (États-Unis, Grande-Bretagne) qui ont occupé les abords de notre front n'y entretiennent plus les effectifs considérables qui dépensaient sans compter des soldes élevées, soit parce que le tourisme ne vient plus pour le moment visiter notre pays (États-Unis, Grande-Bretagne), soit enfin comme pour le tael chinois parce que nous achetons autant en vendant beaucoup moins (Japon, soie; Danemark, tourteaux, frets)

La petite perte sur le franc belge tient à des ventes de charbon d'ailleurs peu considérables; elle a succédé à une prime qui avait atteint 2,50 %.

* * *

Franchissons maintenant la ligne du pair.

Le franc fait prime de moins de 50 % sur deux devises étrangères : la lire italienne et le milreis portugais. Ce fait tient à ce que nos achats dans le pays sont peu importants, tandis que nos ventes pour l'Italie, nos avances productives d'intérêt dans les deux milieux économiques, sont considérables.

Il y aurait lieu de demander à ces derniers tout ce qu'ils peuvent donner et s'abstenir d'acheter les produits correspondants là où le franc est en perte. Ce serait là de la bonne politique économique.

Le lei roumain perd près de 80 %. On pourrait aussi, quand nous aurons une flotte suffisante, profiter de la grosse prime de notre franc sur celui de la Moldavo-Valachie pour y acheter le blé et le pétrole qui nous font défaut.

La couronne tchéco-slovaque est en moins-value de 85 %. Là aussi, il y aurait des affaires à faire, après avoir noué de solides relations bancaires. En ce qui concerne le mark allemand, plus atteint encore, notre abstention est incompréhensible. Les Anglais ne se gênent pas pour commercer activement avec les « Huns » d'hier. Pourquoi serions-nous plus difficiles qu'eux?

Trois monnaies subissent une déprime supérieure à 90 % : le zloty polonais (avec rechange à Londres), la couronne autrichienne et le rouble « Kerensky », car le rouble bolcheviste vaut tout juste le poids du papier. Ces cours : 92,5 %; 96,2 %, 97,8 %, sont évidemment prohibitifs, ils tiennent à un phénomène contraire de celui de l'*appréciation* de l'argent que nous avons rencontré en Extrême-Orient, la *dépréciation* du papier, et non à une rupture d'équilibre dans le chiffre des affaires réciproques. Mais il incombe à nos organismes financiers de trouver une solution pour reprendre les affaires tout de suite avec la Pologne et ce qui reste de l'Autriche, plus tard avec la Russie.

Si cette étude peut apporter une contribution à l'histoire de nos relations commerciales avec les autres peuples pendant la guerre et l'arrière-guerre, contribution évidemment modeste, nous nous féliciterons de l'avoir entreprise,

Maurice DEWAVRIN.
